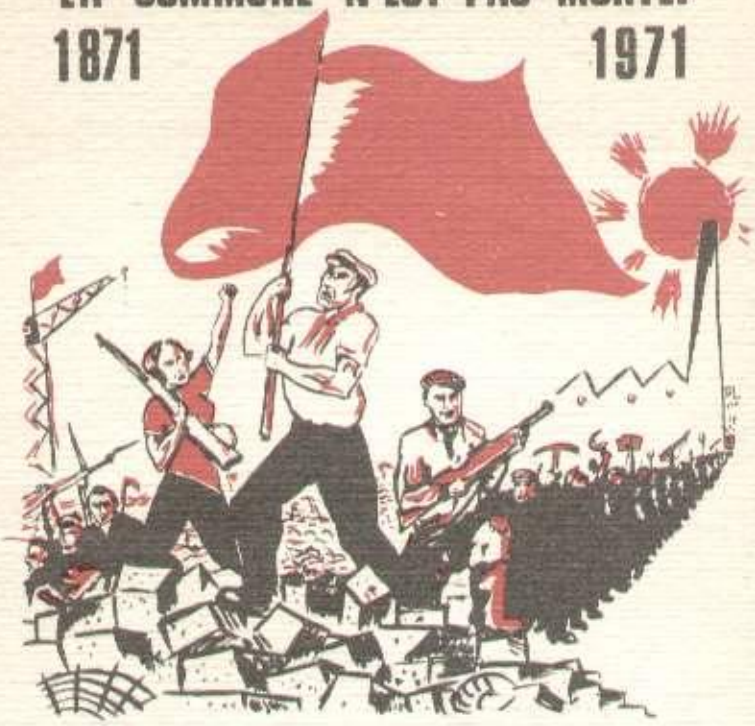
LA COMMUNE N'EST PAS MORTE!

1871 1971



"SANS RÉVOLUTION VIOLENTE, IL EST IMPOSSIBLE DE SUBSTITUER L'ETAT PROLÉTARIEN À L'ETAT BOURGEOIS" *(Marx Lénine)*

AUGUSTE BLANQUI:

un Révolutionnaire des temps d'orage

Editions du Centenaire de la Commune de Paris Paris 20e

AUGUSTE BLANQUI :

UN RÉVOLUTIONNAIRE DES TEMPS D'ORAGE

D'après André MARTY :
« Quelques aspects de l'activité de Blanqui » - Février 1951

Editions du Centenaire de la Commune de Paris
B.P. 120 - Paris 20e

Chez le même éditeur :

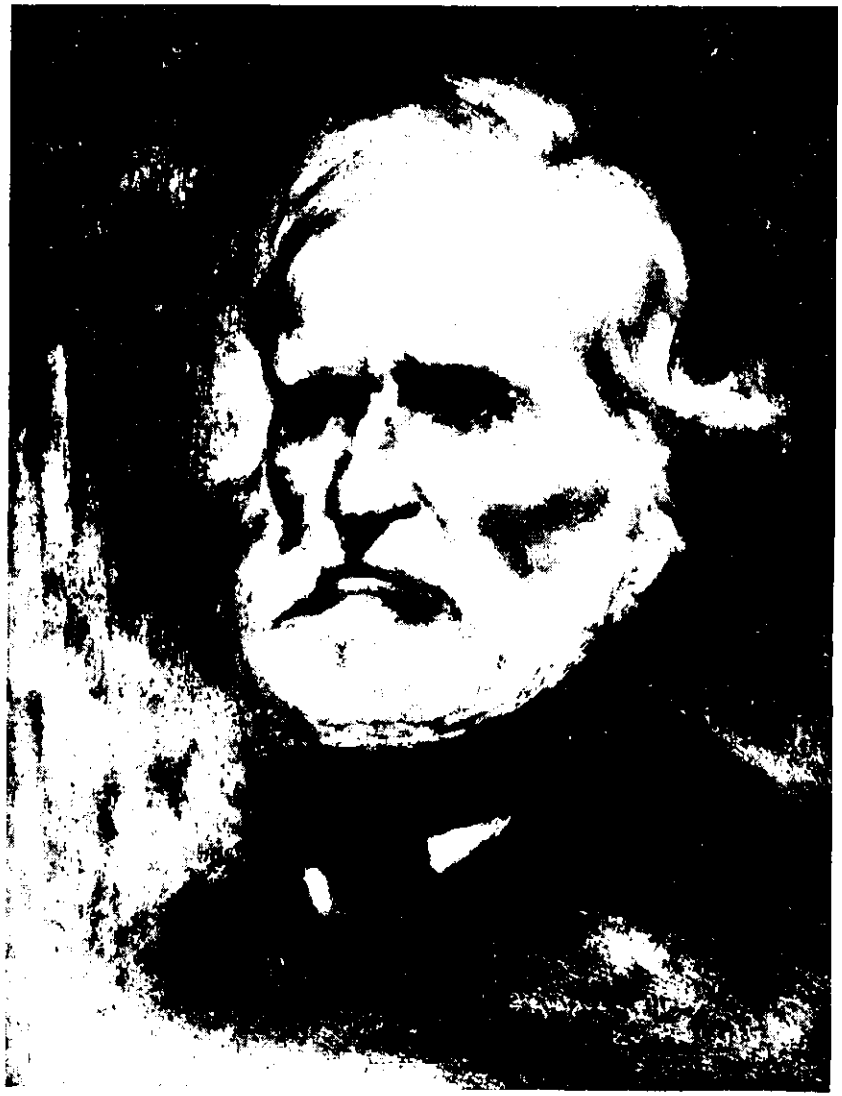
VIVE LE CENTENAIRE DE LA COMMUNE

— Le texte de Radio-Tirana du 18 mars 1971

— Editorial du RENMIN RIBAO

André MARTY à sa sortie de la Maison Centrale de Clairvaux (17 juillet 1923).

(Extrait de « l'Humanité » du 27 juillet 1923)



Auguste BLANQUI

(par Eugène Carrière)

PRÉFACE

BLANQUI : UN CHEF DES TEMPS D'ORAGE

A l'occasion du centenaire de la Commune, nous avons jugé utile de republier le texte d'André Marty « Quelques aspects de l'activité de Blanqui », non seulement parce qu'il permet de mieux comprendre cette période, mais aussi et surtout parce qu'il constitue une arme pour la lutte actuelle de la classe ouvrière.

Il est de ces révolutionnaires dont la vie est l'illustration du combat, des succès comme des échecs, de la classe ouvrière à une époque. Blanqui est de ceux-là.

La classe ouvrière doit puiser sa force dans l'étude de leur action et de leur pensée, suivre leur exemple, chercher la cause de leurs erreurs.

Certains petits-bourgeois s'effarouchent dès que l'on parle de chefs. Ils ne comprennent pas la nécessité des dirigeants. Blanqui, ce fut justement celui que Marx appela : « la tête qui manqua à la Commune » et dont Thiers disait : « Rendre Blanqui à l'insurrection, ce serait envoyer une force égale à un corps d'armée ! »

C'est qu'en effet Blanqui était celui qui, en France, avait la vision la plus claire des tâches à accomplir par le prolétariat.

Déjà, il dénonçait ceux qui pratiquent la collaboration de classes, dans le but de laisser la classe ouvrière soumise à la dictature de la bourgeoisie. Hier, cette gifle frappait à la face les révisionnistes Bernstein et Kautsky, et aujourd'hui leurs héritiers : les faux communistes qui dirigent le P. « C. » F.

Blanqui sut voir aussi que l'Etat était au service des exploiteurs, qu'il fallait lutter sans merci contre lui, et que le prolétariat devait instaurer son propre Etat, sa dictature sur les exploiteurs.

Mais à côté de ces principes si justes, il y avait aussi des erreurs qui furent démontrées par la lutte de la classe ouvrière.

Blanqui sous-estimait la lutte des travailleurs pour leurs revendications immédiates, il ne vit pas que c'est dans cette

lutte qu'ils prennent confiance en leurs forces et conscience de la nécessité d'aller plus loin.

En partant de revendications immédiates, la Commune illustra par avance la parole de Dimitrov : « Ce sont des petites revendications que sont sortis les grands mouvements révolutionnaires. »

Enfin, il manquait à Blanqui la théorie révolutionnaire qui éclaire et guide l'action. C'est ainsi qu'il crut en la possibilité de s'emparer de l'Etat de la bourgeoisie par un simple coup d'Etat pour le transformer en un Etat au service de la classe ouvrière. Mais la Commune montra qu'avant d'instaurer son Etat, la classe ouvrière devait briser violemment celui de la bourgeoisie.

UNE VIE AU SERVICE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

La vie de Blanqui est faite de constance, de fidélité à la Révolution. Celui qu'on appela « l'Enfermé » car il passa 37 années de sa vie en prison, resta toujours confiant en la victoire de la classe ouvrière et n'abandonna jamais la voie du combat.

Cette vie confond ceux qui se prétendent révolutionnaires mais qui, dès que les difficultés se présentent, se retirent, craignant de se brûler. Elle est le refus de l'idéologie révisionniste, qui baisse les bras face à l'ennemi, qui préfère lui taper sur l'épaule plutôt que de la briser.

Cette vie, c'est l'illustration de l'idéologie inflexible du prolétariat.

Nul ne pouvait mieux parler de Blanqui qu'André Marty, qui fut lui aussi un des plus valeureux dirigeants de la classe ouvrière de France, et qui, comme Blanqui, fut traîné dans la boue.

Mais aujourd'hui l'Histoire a tranché. Qu'y a-t-il de commun entre le combattant Marty, toujours au premier rang, de la mer Noire à la Résistance, et le triste Marchais ?

Tout comme la bourgeoisie craignait Blanqui, elle craignait aussi Marty, car tous deux avaient au cœur la flamme de la révolution prolétarienne.

C'est de leur exemple que les communistes restés fidèles au marxisme-léninisme et guidés par la pensée-maotsétoung veulent s'inspirer.

L'Editeur.

QUELQUES ASPECTS DE L'ACTIVITÉ DE BLANQUI

— Malgré vos vingt-cinq ans de prison, vous avez conservé vos mêmes idées ?
— Parfaitement.
— Et non seulement vos idées, mais aussi le désir de les faire triompher ?
— Oui, jusqu'à la mort.

BLANQUI.
(devant le tribunal, 1861.)

Il est toujours utile d'examiner l'activité d'un grand révolutionnaire comme Auguste Blanqui (1). De tout ce qu'elle a de positif et de tout ce qu'elle a de négatif, on peut et on doit dégager des enseignements utiles. Bien entendu, il faut pour cela se placer toujours dans les circonstances de l'époque et tenir compte de la différence profonde entre le moment où luttait Blanqui et les heures actuelles.

Blanqui fut en France le plus grand lutteur de la période qui s'étend entre 1827 et 1881. C'est celle du développement du régime capitaliste en France et de la formation du prolétariat comme classe, dans la lutte et le choc de toutes les idées socialistes : marxistes, proudhoniennes et utopiques.

Nous luttons, au contraire, en une époque où le capitalisme vit sa dernière phase, la phase impérialiste, celle de la putréfaction de ce système. Le prolétariat, formé, riche d'une énorme expérience, armé de la science du développement historique, le marxisme-léninisme, constate aujourd'hui que le socialisme scientifique de Marx et d'Engels, enrichi et développé par Lénine et par Staline, a fait ses preuves depuis un demi-siècle dans la lutte, puis au pouvoir sur un sixième du globe, l'Union Soviétique.

Il n'est donc pas possible de comparer mécaniquement les aspects de l'activité de Blanqui et des blanquistes au siècle dernier avec la période actuelle.

Ces réserves faites, il est possible et nécessaire de dégager un certain nombre d'enseignements de la lutte de Blanqui.

(1) L'exposé que nous publions a été présenté par André Marty, le 2 février, à l'assemblée constitutive de la **Société des Amis de Blanqui.** Président d'honneur : M. Justin Godard. Président : Francis Jourdain.

LE PROLETAIRE REVOLUTIONNAIRE

De 1827 au 1er janvier 1881, jour de sa mort, Blanqui ne cessa jamais la lutte.

Il compta trente-sept ans et demi de prison, trois condamnations à mort commuées en détention perpétuelle.

Parmi ses nombreux lieux d'emprisonnement, on relève celui du château de Belle-Isle, d'où il s'évada en 1853. (L'évasion pour reprendre la lutte était toujours son idée essentielle.)

Il vécut ses heures les plus terribles au Mont-Saint-Michel ; au Fort du Taureau, en pleine mer au large de Morlaix, au lendemain de la Commune ; à Clairvaux enfin, où sa cellule d'isolement, tapissée de lames de bois à l'intérieur, était tout simplement un cercueil ; dans un silence absolu, celui qui y a séjourné s'est senti enterré vivant.

Ni ces longues années de prison, ni les condamnations à mort, n'ont jamais atteint la fermeté de Blanqui, révolutionnaire indomptable.

Une de ses devises essentielles n'était-elle pas : « *De la patience toujours, de la résignation jamais.* »

C'est à lui que Paul Lafargue écrivait de Londres, le 12 juin 1879, à sa sortie de Clairvaux, en son nom et en celui de Marx :

> **« Il n'y a pas un autre homme, dans notre siècle, contre qui la bourgeoisie aurait pu déchaîner toutes les tempêtes de ses calomnies et de ses persécutions pendant plus de 40 ans sans l'entamer. »**

La lutte des classes

Pourquoi une telle fermeté ?

Et pourquoi une telle obstination du pouvoir d'Etat contre Blanqui ?

Ce pouvoir d'Etat fut celui de Louis-Philippe, celui de l'aristocratie financière au pouvoir ; il fut celui de la République bourgeoise conservatrice de 1848 ; il fut celui du petit Bonaparte et enfin celui de la IIIe République, celle des Versaillais, née dans le sang des travailleurs parisiens.

Cette violence du pouvoir d'Etat — qu'il fût monarchie, empire ou « république » — exprimait bien les intérêts permanents d'un seul et même régime social : le capitalisme. Et

pourtant, le capitalisme était en pleine ascension durant toute la vie de Blanqui. Blanqui apparut au moment de la révolution industrielle, au moment où l'extension prodigieuse de la machine à vapeur déclenchait le développement de la grande industrie en France, le développement du capitalisme.

En face, se formait rapidement la classe ouvrière, la classe des prolétaires, dont la vie dépend uniquement de la volonté de l'exploiteur.

Contre la classe dominante, la bourgeoisie, cette « classe sans entrailles », se dresse Blanqui, qui s'intitule lui-même « communiste ». Il exprime le refus des prolétaires, ces nouveaux esclaves, de se soumettre à perpétuité à l'exploitation capitaliste et à l'oppression du pouvoir d'Etat.

Paul Lafargue précise ce rôle admirable de Blanqui lorsqu'il lui écrit dans la lettre citée ci-dessus :

> **« Déjà, dès avant 1848, tandis qu'on était encore plongé dans les rêves utopiques des premiers communistes, vous avez eu l'honneur de proclamer la lutte des classes. »**

Tel est le premier mérite éminent de Blanqui, celui d'avoir constaté et souligné la nécessité de la lutte de classe.

Déjà, le 2 février 1832, devant la « Société des Amis du Peuple », républicains de tradition jacobine dont le maître est Buonarotti, compagnon de Babeuf, le jeune Blanqui expose les rapports de classes en France avant et après la révolution de 1830.

> **« Il ne faut pas se dissimuler qu'il y a guerre à mort entre les classes qui composent la Nation. »**

Tel est le point de départ.

Evoquant la lutte violente entre les hommes de la monarchie absolue de Charles X et la bourgeoisie dont la puissance augmentait rapidement de 1825 à 1830, Blanqui souligne dans le même discours, après avoir rappelé la situation et l'adresse des 221 :

> **« Les plus hardis** (des bourgeois) **mettaient leurs espoirs dans le refus de l'impôt qui eût été bel et bien payé...**
>
> **» Si les royalistes montraient tant de confiance et de résolution, si leurs adversaires** (les bourgeois) **laissaient paraître tant de crainte et d'incertitude, c'est que les uns et les autres regardaient le peuple comme démissionnaire et s'attendaient à le trouver neutre dans la bataille...**
>
> **» C'est dans cette situation que le combat s'engagea. Les ordonnances sont lancées et la police brise les presses des journaux. Je ne vous parlerai pas de notre joie à nous, citoyens, qui frémissions sous le joug et qui assistions enfin à ce réveil**

du lion populaire qui avait dormi si longtemps. Le 26 juillet fut le plus beau jour de notre vie.

» Mais les bourgeois ! Jamais crise politique n'offrit le spectacle d'une telle épouvante, d'une si profonde consternation...

» Vous avez tous présent à la mémoire la conduite des députés... Ce que la peur leur laissait de présence d'esprit et de facultés, ils l'ont employé à prévenir, à arrêter le combat ; dans la préoccupation de leur propre lâcheté, ils se refusaient à prévoir une victoire populaire et tremblaient déjà sous le couteau de Charles X.

» Mais le jeudi, la scène changea. Le peuple est vainqueur. C'est alors une autre terreur qui les saisit, bien autrement profonde et accablante...

» Ce fantôme impuissant de Charles X s'est évanoui. Au travers des débris, des flammes et de la fumée, sur le cadavre de la royauté, le peuple leur apparaît debout comme un géant, le drapeau tricolore à la main ; ils demeurent frappés de stupeur... »

Et Blanqui explique ensuite l'accord entre la grande bourgeoisie (l'aristocratie financière) et l'ancienne aristocratie terrienne pour barrer la route au peuple travailleur.

Nous trouvons dans cette analyse des forces de classes et de leur changement de position l'idée générale d'une situation qu'Engels allait expliquer magnifiquement dans son ouvrage : *Révolution et contre-révolution en Allemagne* (1848-1850).

Dans l'analyse scientifique d'Engels, magnifique, inégalée, on voit que le prolétariat, apparu à Paris en 1848 sur la scène de l'Histoire, est devenu la terreur de la bourgeoisie allemande timidement révolutionnaire. Dès après les journées de juin, elle n'a qu'une idée, à Francfort comme à Vienne : briser, écraser le prolétariat allemand et autrichien afin de l'empêcher de pousser en avant la révolution démocratique bourgeoise à peine commencée en 1848.

Engels explique l'accord entre la bourgeoisie allemande et les féodaux par la crainte du prolétariat.

Si l'on tient compte que l'analyse de Blanqui a été faite en 1832, au moment où, en France, le prolétariat se formait à peine comme classe, sans organisation, sans idéologie claire, on doit constater que Lafargue avait raison de féliciter Blanqui pour avoir compris, dès avant 1848, que *la lutte des classes est le vrai moteur de l'Histoire.*

Le premier mérite de Blanqui fut d'avoir proclamé la lutte à mort entre les deux classes : les prolétaires (les exploités) et les capitalistes (leurs exploiteurs).

Telle est la première raison de la haine implacable de la bourgeoisie contre Blanqui.

Contre l'Etat bourgeois

Le mérite de Blanqui fut aussi de comprendre un autre fait du développement de l'époque.

La classe ouvrière naissante, exploitée dans des conditions effroyables, luttant pour un morceau de pain, se heurtait déjà à l'Etat bourgeois. Celui-ci met toute sa puissance au service des capitalistes. Dès lors, Blanqui comprenait très bien que la lutte de classe ne pouvait se dérouler seulement pour la défense des conditions de vie, mais devait s'attaquer à la machine d'oppression, l'Etat bourgeois. Et la vie entière de Blanqui fut employée à la lutte contre le pouvoir d'Etat de la bourgeoisie.

Il ne se laissait pas entraîner aux rêves des socialistes utopiques. Il écrivait de Belle-Isle le 6 juin 1852 à Maillard :

« Ne vous y trompez pas, le socialisme, c'est la révolution. Il n'est que là.

» ...Venons aux professions de foi : vous vous dites républicain révolutionnaire. **Prenez garde de vous payer de mots et d'être dupe. C'est précisément le titre de** républicain révolutionnaire **qu'affectent de prendre les hommes qui ne sont ni révolutionnaires, ni peut-être même républicains, les hommes qui ont trahi, perdu, et la révolution et la République. Ils le prennent en opposition à celui de socialiste qu'ils excommunient et dont ils n'hésitaient pas à s'affubler lorsque le vent populaire soufflait et que le socialisme paraissait à la veille de son triomphe.**

» ...Vous me dites : je ne suis ni bourgeois, ni prolétaire, je suis un démocrate. Gare les mots sans définition, c'est l'instrument favori des intrigants...

» Qu'est-ce donc qu'un démocrate, je vous prie ? C'est là un mot vague, banal, sans acception précise, un mot en caoutchouc. Quelle opinion ne parviendrait pas à se loger sous cette enseigne ? Tout le monde se prétend démocrate, surtout les aristocrates. Ne savez-vous pas que M. Guizot est démocrate. Les roués se complaisent dans ce vague qui fait leur compte ; ils ont horreur des points sur les i. Voilà pourquoi ils proscrivent les termes prolétaires **et** bourgeois. »

On retrouve là une idée qui nous est aujourd'hui familière. M. Guizot se proclamait alors démocrate exactement comme un Truman, président des Etats-Unis d'Amérique, le fait aujourd'hui.

La Commune de Paris et la dictature du prolétariat

En pleine période de socialisme utopique, au moment où l'esprit « apolitique » des proudhoniens florissait, Blanqui souligne :

« L'Etat est le gendarme des riches contre les pauvres. Il faut donc fabriquer un autre Etat qui soit la gendarmerie des pauvres contre les riches. »

Pour Blanqui, il était indispensable d'arracher le pouvoir à la bourgeoisie.

Cette idée fondamentale, instinctive, mais parfaitement justifiée, domine la vie de Blanqui. Elle s'exprimait en principes dans une conception moins juste, celle de la « dictature parisienne ».

Frédéric Engels, dans sa préface de 1891 à *La guerre civile en France*, caractérise ainsi l'idée des blanquistes :

« Ils partaient de ce point de vue qu'un nombre relativement petit d'hommes résolus et bien organisés était capable, à un moment donné propice, non seulement de s'emparer du gouvernail de l'Etat, mais aussi, en déployant une grande énergie sans égard à rien, de s'y maintenir assez longtemps pour réussir à entraîner la masse du peuple dans la révolution et à la grouper autour de la petite troupe directrice. Pour cela, il fallait avant toute autre chose, la plus sévère centralisation dictatoriale de tout le pouvoir dans la main du nouveau gouvernement révolutionnaire. »

Lors de la prise du pouvoir par la classe ouvrière de Paris le 18 mars 1871, les blanquistes formaient la majorité du Comité central de la Garde Nationale (c'est-à-dire des bataillons du peuple en armes) qui prit le pouvoir. Dans la Commune, ils étaient en majorité. Mais ils furent amenés par les faits eux-mêmes à faire le contraire de la « dictature parisienne ». Loin de pouvoir utiliser la machine d'Etat de la bourgeoisie, ils durent la briser et la remplacer par un Etat nouveau, l'Etat des exploités — l'immense majorité — contre les exploiteurs.

Ainsi, dans l'idée blanquiste de la prise du pouvoir comme première condition de la libération sociale, apparut le germe d'une idée juste quoique non formulée clairement par les blanquistes, celle de la dictature du prolétariat.

Engels le souligne dans la préface dont il est parlé ci-dessus :

« Mais que fit la Commune qui se composait en majorité précisément de blanquistes ? Dans toutes ses proclamations aux Français de la province, elle les invitait dans une libre fédération de toutes les communes françaises avec Paris, dans une organisation nationale qui, pour la première fois, devait être créée par la nation elle-même. C'est justement cette force d'oppression du gouvernement centralisé qui avait existé jusqu'alors, armée, police politique, bureaucratie, que Napoléon avait créée en 1799 et que, depuis, chaque nouveau gouvernement avait reprise comme un instrument bienvenu et utilisé contre ses adversaires, c'est justement cette force qui devait partout être déchue, comme elle l'avait été déjà à Paris.

« La Commune dut aussitôt reconnaître que la classe ouvrière, une fois parvenue au pouvoir, ne pouvait continuer à gérer avec la vieille machine d'état ; que cette classe ouvrière, pour ne pas reperdre sa propre domination tout juste conquise, devait d'une part abondonner la vieille machinerie d'oppression jusqu'alors employée contre elle-même, mais d'autre part s'assurer contre ses propres mandataires et fonctionnaires en les déclarant en tout temps et sans exception amovibles...

« Mais en réalité, l'Etat n'est rien qu'une machine pour l'oppression d'une classe par une autre, et, bien entendu, pas moins dans la république démocratique que dans la monarchie...

« Le philistin social-démocrate entre une fois de plus dans une terreur sacrée au mot de dictature du prolétariat. Allons bon, voulez-vous savoir, messieurs, de quoi cette dictature a l'air ? Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat. »

Que reste-t-il de l'idée des blanquistes de s'emparer de la machine d'Etat, instrument d'oppression, en vue de l'utiliser pour la libération des travailleurs, pour la révolution sociale ?

Il reste l'opposition violente au pouvoir d'Etat bourgeois, c'est-à-dire la négation de l'utopie des proudhoniens qui prétendaient intégrer dans le capitalisme, pacifiquement et sans lutte, un socialisme petit-bourgeois.

La lutte irréductible contre l'Etat bourgeois triompha le 18 mars 1871.

Les blanquistes n'avaient pu prévoir quelles seraient les tâches de la Commune. Mais la Commune une fois créée, fut par elle-même une expérience inappréciable : analysée par Marx et Engels, puis par Lénine dans son ouvrage fameux : *L'Etat et la Révolution*, elle a servi de base à toute la doctrine communiste sur l'Etat.

Après l'expérience du système des conseils en Russie en 1905 et 1917 (les Soviets), la conception marxiste-léniniste de l'Etat prolétarien a triomphé en créant la démocratie supérieure, le nouveau type d'Etat qui a bâti le socialisme : le pouvoir soviétique. Approfondie par Staline, enrichie par lui dans les conditions sans précédents du socialisme enfin réalisé, elle conduit les peuples d'Union Soviétique vers le communisme.

Il est donc incontestable que l'idée des blanquistes de s'emparer du pouvoir d'Etat, réalisée le 18 mars 1871 dans des conditions très particulières, a abouti dans la Commune de Paris à une nouvelle situation qu'ils n'avaient pas prévue et n'avaient pu prévoir (faute de doctrine scientifique), mais qui a constitué

pour le mouvement ouvrier international une expérience alors unique et fructueuse.

Les deux grands mérites de Blanqui sont donc d'avoir perçu et exprimé la nécessité de la lutte de classe à un moment où la classe ouvrière se formait à peine et d'avoir lancé l'idée de la lutte irréductible contre le pouvoir d'Etat bourgeois, instrument d'oppression aux mains des exploiteurs.

★

REPLIQUE AUX FAUSSAIRES

Voilà pourquoi le pouvoir d'Etat a été implacable à l'égard de Blanqui, l'homme de la lutte de classe.

Oser prétendre qu'il est possible aux exploités de s'emparer du pouvoir d'Etat était un véritable crime de lèse-majesté.

C'est cela que tous les gouvernements, du royaliste Charles X et du constitutionnel Louis-Philippe, du bonapartiste Napoléon-le-Petit, de la République conservatrice de 1848 et de la République versaillaise de 1871, ne lui ont jamais pardonné.

Voilà les raisons de la férocité avec laquelle il fut frappé.

Voilà pourquoi Blanqui, enfermé au cachot du Mont-Saint-Michel et torturé physiquement, le fut moralement lorsque d'ordre supérieur ses gardiens lui annoncèrent en ricanant la mort de sa femme.

Voilà pourquoi au fort du Taureau une demi-compagnie assurait sa garde avec ordre de tirer sur les pêcheurs s'ils approchaient du fort.

Voilà pourquoi il fut enterré vivant à Clairvaux dans ce cercueil que sont les cellules d'isolement.

Et cependant, il y eut plus encore contre lui.

Le faux de la police !

Le 31 mars 1848, *La Revue rétrospective* du publiciste Taschereau publiait une brochure intitulée : *Détails sur l'affaire du 12 mai 1839.*

Le document prétend reproduire des « déclarations faites par X devant le ministre de l'Intérieur, les 22, 23 et 24 octobre 1839 ». Qui est X ? Taschereau annonce que le nom n'est pas en blanc sur l'original. Et tout le « document » est fabriqué de

manière que Blanqui en apparaisse l'auteur. Les « déclarations » sont une dénonciation en règle du fonctionnement et du rôle de la société secrète dite « Société des Familles » créée en juin 1835 et dont Blanqui fut membre. Blanqui, arrêté justement en octobre 1839, est présenté comme un mouchard !

L'opuscule publie des documents qu'aucun juge d'instruction n'a jamais vus. Ces documents n'ont été ni écrits ni signés de la main de Blanqui. C'est une copie dont la justice n'a jamais retrouvé l'original.

Il est bien évident que c'était un faux fabriqué par la police.

Mais le coup est porté. Le 31 mars 1848 est le moment où la République est déjà confisquée par les grands financiers et les escrocs politiques du gouvernement provisoire. C'est le moment où la Commission du Luxembourg présidée par « l'ouvrier Albert » et dans laquelle Louis Blanc pontifie « pour instaurer le socialisme » apparaît comme une commission de fumistes. Les ouvriers parisiens commencent à comprendre qu'ils ont été volés de la révolution de février. La République de février non seulement n'est pas une République sociale mais devient ouvertement réactionnaire.

Voilà pourquoi le gouvernement veut porter atteinte au prestige de Blanqui. C'est le but du document Taschereau qui est, de toute évidence, un faux de la police.

Il réussira à jeter le doute pendant quelques semaines, au moment précis où les travailleurs se préparent à des actions plus graves.

Blanqui répondra point par point à cette attaque infâme. Il réfutera publiquement le document Taschereau. A Belle-Isle, où Barbès propage l'infamie policière, Blanqui refera sa démonstration devant tous les détenus.

Mais dans la période difficile de mars à juin 1848, le gouvernement a atteint son but.

La légende d'un Blanqui coupé des masses

L'acharnement contre Blanqui a été plus loin encore. Au fur et à mesure que la génération de la Commune de Paris disparaît, à partir des années 1890, la social-démocratie (le parti socialiste) commence une campagne qui va déformer complètement toute l'activité de Blanqui. C'est celle qui imprègne toutes les histoires officielles sans exception.

En somme, disent ces messieurs, Blanqui a fait trente-sept ans et demi de prison parce qu'il était un demi-fou. Pour

Blanqui et les blanquistes, il n'y a qu'une idée, d'après les falsificateurs : prendre le pouvoir par le coup de force hasardeux d'une petite poignée d'hommes. Et l'on cite la tentative de 1839 où 837 affiliés blanquistes à Paris voulaient occuper le ministère de l'Intérieur, la présidence du Conseil, les Tuileries, etc., etc.

Il est vrai qu'une telle idée était une aventure ; il est vrai qu'un tel acte, qui échoua dans l'œuf, était insensé. Mais pour l'apprécier justement, il faut se placer à cette époque, sous le régime du roi-banquier Louis-Philippe, à un moment où il n'existait pas d'organisations ouvrières, même pas d'associations ouvrières. Il était évidemment hors de toute réalité de croire que des petits noyaux décidés pouvaient, par leur seule action et sans le peuple, renverser le pouvoir d'Etat.

Mais la légende créée autour de Blanqui a étendu l'acte de 1839 à toute sa vie. Par exemple : l'envahissement de la Chambre des députés, le 15 mai 1848, par le peuple de Paris, est attribué à Blanqui. Or, Blanqui et les blanquistes déconseillèrent cette manifestation. Ils n'y participèrent qu'après la décision prise et par discipline.

Voici comment le Dictionnaire universel de La Châtre (publié en 1852) parle de Blanqui :

« Condamné à mort pour sa participation aux événements des 12 et 13 mai (1839), sa peine fut commuée en détention perpétuelle.

« La révolution de février lui rendit sa liberté d'action. Il fonda à cette époque, à Paris, la société centrale républicaine dans le but, non de renverser le gouvernement provisoire, comme on l'a dit par erreur sans doute, mais pour empêcher la nouvelle administration de songer à rétrograder.

« Il demandait au pouvoir issu des barricades de 1848 des mesures promptes, énergiques, sincères, capables d'éclairer rapidement les populations sur leurs droits et sur leurs devoirs...

« C'était une dictature de six mois pour démocratiser la France. Les hommes qui disposaient alors de la fortune de la démocratie n'étaient pas à cette hauteur ; ils livrèrent le salut commun...

« Avec le suffrage universel et la libre discussion, la minorité n'avait qu'un seul droit : éclairer le pays et attendre de nouvelles élections. Le droit à l'insurrection ne pouvait s'ouvrir de nouveau pour la démocratie que dans le cas où le suffrage universel cesserait d'être complet...

« Blanqui... s'opposa de toutes ses forces au 15 mai, et ce ne fut que par contrainte morale qu'il commit la faute de se joindre avec son club à la manifestation. Blanqui fut enveloppé dans la chute qu'il avait prédite. La Haute Cour de Bourges le condamna à dix années de prison, qu'il subit encore à Belle-Isle-en-Mer. »

Or, l'éditeur Maurice La Châtre fut choisi par Marx en 1872 pour être l'éditeur de la première édition française du *Capital*. C'est donc que La Châtre offrait à Marx des garanties sérieuses.

Les social-démocrates reprochèrent encore à Blanqui l'affaire du coup de force contre le poste de pompiers de la Villette, le 14 août 1870.

Or, Lissagaray écrit dans son histoire de la Commune de Paris :

« Le 14, un dimanche, le petit groupe de blanquistes essaye un soulèvement. Malgré Blanqui consulté, Eudes, Brideau et leurs amis attaquent à la Villette le poste de sapeurs pompiers. »

Lissagaray était hostile aux blanquistes comme le montre le reste du passage d'où cette phrase est extraite. Son affirmation que le coup fut fait « *malgré Blanqui consulté* » n'en a donc que plus de poids.

Cela n'empêche pas que pendant 70 ans les opportunistes ont présenté Blanqui comme l'homme de la prise du pouvoir... au poste de pompiers de la Villette.

En réalité, la prise du pouvoir tentée le 31 octobre 1870 avec Blanqui puis le 21 janvier 1871, fut réalisée le 18 mars 1871 par près de 250 000 gardes nationaux, c'est-à-dire travailleurs parisiens, en armes.

Il s'agissait donc d'un énorme mouvement de masse mené par les blanquistes qui étaient en majorité au Comité central élu par la Garde Nationale.

Certes, Marx avait mis en garde avec raison les travailleurs parisiens contre l'erreur de tenter de prendre le pouvoir tandis que Thiers était épaulé par les troupes prussiennes de Bismarck.

Il n'en reste pas moins que le 18 mars 1871 exprima la riposte immédiate de toute la masse du peuple de Paris, les ouvriers entraînant les classes moyennes, à la tentative de coup de force du gouvernement Thiers-Trochu de trahison nationale et d'écrasement de Paris.

On est loin de l'action d'une poignée d' « exaltés » isolés du peuple !

Nous verrons tout à l'heure en quoi consistèrent les erreurs des blanquistes. Mais la caricature qui fait de Blanqui un chef sans troupes est fausse. La meilleure preuve, c'est que Marx souligne dans *La guerre civile en France :*

« La Commune, à plusieurs reprises, avait offert d'échanger l'archevêque, et toujours un tas de prêtres par-dessus le marché,

contre le seul Blanqui, alors aux mains de Thiers. Thiers, obstinément, refusait. Il savait qu'avec Blanqui, il donnerait une tête à la Commune. »

En particulier Blanqui aurait été le chef militaire qui manqua à la Commune.

Au lendemain du 18 mars, il eût fallu profiter de la décomposition des troupes de Thiers, marcher sur Versailles, et ainsi, par l'offensive, empêcher Thiers de regrouper ses forces et d'encercler Paris avec celles de Bismarck pour préparer l'assaut.

Cela, Blanqui l'eût fait. Il manquait donc à la Commune comme chef militaire pour son esprit de décision, son coup d'œil, son initiative révolutionnaire.

Mais il avait quelque chose de plus important, d'essentiel, pour être le commandant en chef : il avait le prestige gagné par sa fermeté révolutionnaire (et non par la mystique du chef, comme écrit M. Depreux, socialiste de droite et ancien ministre de la police du gouvernement capitaliste).

Blanqui, l'homme qui avait tant donné à la classe ouvrière et au peuple, exerçait une influence *incontestée* sur la grande majorité des travailleurs parisiens. Grâce à elle, il eût obtenu l'obéissance enthousiaste. Pour une armée comme celle des bataillons de la Commune, la discipline ne pouvait être que volontaire et reposer sur la confiance envers le commandant en chef.

Or, l'autorité de Blanqui était indiscutée, tandis que pas un des chefs militaires de la Commune n'a pu gagner un ascendant suffisant pendant le court laps de temps de la guerre contre Versailles. Le prestige d'un Wroblewski, magnifique pour quelques bataillons, ne pouvait être celui d'un commandant en chef. Cluseret ? Destitué. Rossel ? Il abandonne. Le dernier, Delescluze, ne peut que se faire tuer en héros. Blanqui manquait.

Blanqui était le seul qui aurait eu le prestige indiscuté, donc qui eût été obéi. Quand Marx écrit : « Avec Blanqui, Thiers donnerait une tête à la Commune », c'est la preuve que Blanqui n'était pas l'homme d'une petite secte, mais un homme de masse.

Si l'on y ajoute l'énorme campagne qui a soulevé tout le peuple de France pour Blanqui en 1878 et réussit à l'arracher à la détention perpétuelle à Clairvaux en 1879, la falsification de l'activité de Blanqui par la social-démocratie et par l'histoire officielle apparaît évidente.

Ce que les socialistes bourgeois n'ont jamais pardonné

Certes, Blanqui et les blanquistes ont commis de grosses fautes et ont eu des conceptions fausses. On les précisera plus loin.

Mais, ce que les socialistes bourgeois n'ont jamais pardonné à Blanqui, c'est la dénonciation de la collaboration de classe comme trahison de classe.

« *Il ne peut y avoir d'entente entre loups et agneaux* », écrivait-il et répétait-il sans cesse.

Voici encore ce qu'écrivait Blanqui vers 1834 :

« Sans doute, d'après la constitution actuelle des choses, il n'est que trop évident que les prolétaires ne peuvent se passer vingt-quatre heures des instruments de travail qui sont au pouvoir des privilégiés ; mais conclure qu'il y a entre ces deux classes communauté d'intérêt, c'est un étrange raisonnement. Nous ne voyons dans cet accouplement que l'alliance du lion avec la brebis ; elle ne subsiste qu'à la condition d'une tyrannie sans bornes d'une part et d'une soumission absolue de l'autre. »
(Bibliothèque Nationale. — Manuscrits de Blanqui. — 9.580 sans date.)

Certes, il n'y a pas là une analyse économique marxiste des rapports de production. La dernière phrase de Blanqui sur la « *tyrannie sans bornes* » et la « *soumission absolue* » fait penser à la prétendue violence invoquée plus tard par Dühring, plus qu'à l'explication scientifique des rapports de production donnée par Marx dans *le Capital* et reprise par Engels dans *l'Anti-Dühring*.

Mais à part cette réserve, la description de Blanqui est magnifique.

Il définit les deux classes fondamentales : prolétaires et capitalistes.

Il affirme leur antagonisme irréductible.

Il rejette la duperie de la « collaboration capital-travail ».

Il situe même la racine de l'antagonisme de classe : dans les rapports de production qui lient les prolétaires aux capitalistes possesseurs des instruments de travail en régime capitaliste (régime que Blanqui appelle « la constitution *actuelle* des choses »), les intérêts de classe sont diamétralement opposés, irréductiblement contradictoires.

Blanqui ajoute :

« Il y a tendance chez le maître à alourdir sans cesse la chaîne ; chez l'opprimé, il y a tendance à se débarrasser du joug.

Ce n'est pas là une communauté, mais une opposition d'intérêts ; il n'existe entre les deux moitiés inégales d'autres rapports que celui de la lutte ; d'autre besoin que celui de se faire mutuellement le plus de mal possible ; c'est, en un mot, la guerre organisée.

« Nous savons que les loups-cerviers du monopole font cette guerre avec plus de perfidie encore que de violence ; libre à eux de protester que c'est pour le plus grand bien des brebis qu'ils leur tondent de si près la laine sur le dos...

« Les faits démontrent qu'il y a lutte et que dans cette lutte, l'un des partis doit succomber ; car il ne saurait y avoir de fusion entre deux principes contraires. »

Or, Blanqui écrit cela au lendemain des insurrections lyonnaises de décembre 1831 et de 1834 qui sont en France précisément la première manifestation aiguë de la lutte de classe entre bourgeois et prolétaires portée à son degré le plus haut, l'insurrection armée.

Blanqui a vu immédiatement la signification profonde, la signification de classe de ces insurrections.

Jamais les socialistes bourgeois n'ont pardonné à Blanqui d'avoir, dès le début du règne de la bourgeoisie, flétri la collaboration de classe qui fait le fond de leurs « systèmes ».

Voilà pourquoi ils ont représenté Blanqui comme l'homme du coup de force d'une poignée d'hommes, comme un insensé, en somme un épouvantail.

Parbleu ! Blanqui se proclamait prolétaire, communiste, exaltait la lutte de classe sans laquelle le prolétariat resterait serf à perpétuité.

Pour Blanqui, l'Etat bourgeois est « *le gendarme des riches contre les pauvres ; il faut en faire le gendarme des pauvres contre les riches* ». La formule est simpliste, mais elle aboutit à la Commune d'où naquit une nouvelle forme d'Etat, la dictature du prolétariat, une démocratie supérieure.

La Commune de Paris allait justement mettre à nu la faillite et la trahison des socialistes bourgeois.

La collaboration de classe se dévoila comme une trahison de classe. Tandis que Blanqui, emprisonné le 17 mars 1871, était sous le coup d'une condamnation à mort comme instigateur de la Commune, au même moment, Louis Blanc, socialiste bourgeois, siégeait à Versailles parmi les massacreurs des ouvriers parisiens !

On comprend qu'après la mort de Blanqui la social-démocratie ait falsifié son œuvre et dissimulé tout ce que fut bon et utile dans ses luttes. La social-démocratie, héritière de Louis

Blanc, préparait alors une nouvelle trahison : l'entrée du socialiste Millerand au gouvernement de 1900, à côté du ministre de la Guerre, le général de Galliffet, bourreau des ouvriers parisiens !

Falsificateurs de Marx et d'Engels

C'est un grand honneur pour Blanqui d'avoir été vilipendé par les socialistes bourgeois, les Louis Blanc, les Millerand, les Blum et autres Depreux ! Grand honneur, car ces agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier ont employé le même procédé contre Marx et Engels. Incapables de réfuter l'œuvre des fondateurs du socialisme scientifique, ils ont osé s'attaquer par la falsification à l'œuvre gigantesque de Marx et d'Engels.

La note à l'édition française de 1936 explique :

« Cette introduction d'Engels aux Luttes de classes en France **a son histoire. Lors de sa publication dans le** Vorwaerts **(1), en 1895, il fut fait au texte de telles coupures que l'enchaînement des idées d'Engels s'en trouva entièrement dénaturé. »**

Engels écrivit le 3 avril 1895 à Lafargue à ce sujet :

« W... s'est permis avec moi une mauvaise plaisanterie. Il a pris dans mon introduction aux articles de Marx sur la France de 1848 à 1850 tout ce qui lui parut utile pour la défense d'une tactique en toutes circonstances pacifique et exécrant la violence **que depuis quelque temps, et en particulier dans le moment présent où, à Berlin, on prépare des lois d'exception, il aime à préconiser, alors que je recommande une tactique de ce genre uniquement** pour l'Allemagne actuelle, et encore avec des restrictions sérieuses. **En France, en Belgique, en Italie et en Autriche, cette tactique, prise dans son ensemble, ne saurait être suivie et même en Allemagne elle peut s'avérer déjà demain inapplicable. »**

Engels, dans une lettre à Kautsky du 1er avril 1895, lui demanda la publication sans coupures de son introduction. L'introduction fut republiée, mais la partie essentielle en fut encore enlevée.

Mais il y a beaucoup plus grave encore.

Dans sa préface à la réédition en français de *La guerre civile en France*, à l'occasion du 50e anniversaire de la mort de Marx (1933), l'institut Marx-Engels-Lénine relève :

« Niant tous les principes fondamentaux du marxisme, les révisionnistes, Bernstein en tête, déchaînèrent des attaques particulièrement acharnées contre l'idée maîtresse du marxisme, la dictature du prolétariat...

(1) Organe de la social-démocratie allemande.

« La plus grande expérience historique du prolétariat international — « l'expérience de la Commune de Paris — a été non seulement oubliée mais défigurée » (Lénine) par les chefs officiels de la IIe Internationale.

« L'ouvrage de Marx, La guerre civile en France, tomba dans l'oubli et ne fut pas réédité. »

Parmi les nombreuses falsifications relevées par l'institut Marx-Engels-Lénine, notons que :

« Longuet (le traducteur) **substitue aux conceptions précises de Marx concernant les différentes classes et couches de la société capitaliste, ses vagues conceptions à lui. Ailleurs, à la notion marxiste d'« ouvrier », de « classe ouvrière », Longuet substitue celle de « travailleurs », de « classe travailleuse ».**

« Dans d'autres passages, Longuet « complète » et explique Marx en transformant, par exemple, la phrase de Marx : « les travailleurs de tous les pays » en cette autre phrase : « tous les enfants du travail, sans distinction de peuple ni de pays. »

Et voici une des plus monstrueuses falsifications relevées par l'institut Marx-Engels-Lénine :

« Engels termine cette préface par la phrase suivante :

« Le philistin social-démocrate, une fois de plus, retombe dans une terreur sacrée au mot de dictature du prolétariat. Allons bon voulez-vous savoir, messieurs, de quoi cette dictature à l'air ? Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat.

« A « philistin social-démocrate », **les falsificateurs du marxisme ont substitué** « philistin allemand ». **Ils cherchaient ainsi à se préserver, aux yeux des larges masses, de la critique sévère faite à maintes reprises par Marx et Engels du philistinisme social-démocrate. »**

Ainsi, la falsification est une des armes les plus dangereuses, non seulement de la bourgeoisie, mais surtout de ses hommes de confiance au sein du mouvement ouvrier, les socialistes bourgeois, ceux qu'aujourd'hui nous appelons des socialistes de droite et qui sont devenus de simples agents des impérialistes étrangers.

Dès la fin de l'autre siècle, ils falsifiaient l'œuvre de Blanqui dans tout ce qu'elle avait de bon, comme ils empêchaient la publication en France du document inégalé de Marx : *La guerre civile en France.* Il a fallu le triomphe de la grande Révolution Socialiste d'Octobre 1917 en Russie pour le faire connaître à nouveau.

Ce n'est pas du tout un hasard si l'ex-ministre de l'Intérieur, le socialiste de droite Depreux, se met à recopier les falsifications de l'œuvre positive de Blanqui, au moment où la lutte des classes s'exaspère à nouveau !

CE QUE PROUVENT LES ECHECS DE BLANQUI ET DES BLANQUISTES

Que messieurs les social-démocrates aient tenté pendant 70 ans de discréditer Blanqui, cela ne peut que lui valoir l'attachement des ouvriers conscients.

Ceux que Blum lui-même définit « les gérants loyaux du régime capitaliste » n'ont-ils pas dans le même temps exalté Proudhon ?

Proudhon est complètement discrédité depuis bien longtemps pour son socialisme petit-bourgeois, pour son socialisme « coopérateur », préconisant le passage « pacifique » de la société capitaliste au socialisme, notamment par la « participation aux bénéfices ».

Comme si les trusts de l'acier des Wendel et des Schneider, comme si le grand patronat des fabrications mécaniques, allaient se transformer bénévolement en « socialistes », mettant leurs entreprises gigantesques au service du peuple et ne conservant que la simple rémunération d'un de leurs employés supérieurs !

Si Blanqui était aussi nuisible à la classe ouvrière que les socialistes bourgeois veulent bien le dire, ces messieurs se garderaient donc bien de le critiquer : ils le hisseraient sur le pavois comme ils ont fait de Proudhon.

Ne comptons pas sur eux pour nous éclairer !

Et pourtant, la vie de Blanqui, marquée d'années d'actions, de luttes innombrables en liberté comme en prison, est aussi marquée par une série d'échecs.

C'est donc qu'il y eut dans les conceptions de Blanqui des erreurs fondamentales. Ce sont justement celles-là que les social-démocrates passent sous silence. Parbleu ! Ils voudraient bien les perpétuer.

Nécessité des luttes pour le pain

La première des erreurs de Blanqui et des blanquistes fut, en règle à peu près générale, leur mépris pour la défense des revendications immédiates des ouvriers.

Lissagaray, dans son histoire de la Commune, appelle les blanquistes :

« Le petit groupe blanquiste qui n'a jamais voulu sous l'Empire se mêler aux groupements ouvriers et ne croit qu'au coup de main. »

Il s'agit du refus de contacts avec les groupements qui allaient devenir les syndicats, comme la Chambre syndicale des Bronziers de Paris, dont un des créateurs fut Camélinat (1).

C'est là une indication. Pour les blanquistes, la question essentielle est la prise du pouvoir. La défense des revendications quotidiennes des ouvriers leur paraît inutile. (« La Révolution résoudra tout », disent encore certains.)

L'erreur est gigantesque. Car c'est dans la défense des revendications les plus modestes de la classe ouvrière, *en lui apprenant à agir elle-même pour les arracher* et à faire reculer le patronat dans la défense de son pain, qu'elle défend efficacement ses conditions d'existence, en même temps qu'elle prend conscience de sa force.

Lénine n'a-t-il pas donné l'exemple lorsqu'en 1891, à la porte des usines de Pétersbourg (aujourd'hui Léningrad), il rédigeait lui-même les tracts appelant les ouvriers à exiger « l'eau bouillante » pour le thé ? En 1895, dans sa brochure magnifique *Des amendes,* n'a-t-il pas appelé les ouvriers à lutter pour la suppression, dans les ateliers, de ce vol sur le salaire ? Cela ne l'empêchait pas de dénoncer la cause essentielle de la misère, le système capitaliste et son instrument, l'Etat bourgeois (en Russie, alors, bourgeois-féodal), et de montrer ainsi la nécessité de l'abattre.

D'ailleurs, à la veille même de la Révolution d'Octobre en 1917, dans son magnifique pamphlet *La catastrophe qui nous menace et les moyens de la prévenir,* Lénine part des préoccupations immédiates des travailleurs et de la population, les prix et le ravitaillement. On parle du contrôle de la distribution des denrées, précise-t-il, mais quel est le contrôleur, et quel est le contrôlé ? Lénine développe alors, dans l'intérêt des ouvriers et du peuple, le mot d'ordre du changement complet du système existant, jusques et y compris le renversement du gouvernement socialo-bourgeois.

Cela permet de rappeler que l'immense expérience victorieuse de Lénine, de Staline, des bolchéviks, part des bases mêmes du marxisme :

> **« Les communistes n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat... Pratiquement, les communistes sont la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui entraîne toutes les autres ; théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une compréhension claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien. »** (Manifeste communiste **de Marx et d'Engels, 1847.)**

(1) Camélinat fut ainsi, en 1867, le fondateur du premier syndicat ouvrier en France, avant de devenir, en 1871, comme membre de la Commune, directeur de la Monnaie.

Une conception scientifique révolutionnaire

On trouve ici, dévoilées et corrigées, les deux grandes lacunes des blanquistes : le mépris et l'oubli de la défense des revendications élémentaires des travailleurs et l'absence de toute conception scientifique révolutionnaire.

Dans sa préface à *La guerre civile en France,* Engels souligne précisément cette très grave faiblesse des blanquistes, qui constituaient la majorité de la Commune.

> **« Les blanquistes n'étaient, alors, dans l'ensemble, socialistes que par instinct révolutionnaire, prolétarien ; un petit nombre seulement d'entre eux étaient parvenus, grâce à Vaillant, qui connaissait le socialisme scientifique allemand, à une plus grande clarté de principes.**
>
> **« On saisit ainsi pourquoi, sous le rapport économique, bien des choses ont été négligées, que, selon notre conception d'aujourd'hui, la Commune aurait dû faire.**
>
> **« Le plus difficile à saisir est certainement le saint respect avec lequel on s'arrêta devant les portes de la Banque de France. Ce fut aussi une lourde faute politique. La Banque aux mains de la Commune, cela valait mieux que dix mille otages. Cela signifiait la pression de toute la bourgeoisie française sur le gouvernement de Versailles dans l'intérêt de la paix avec la Commune. »**

Dans la même préface, Engels précise :

> **« Elevés à l'école de la conjuration, liés par la stricte discipline qui y correspond, ils partaient de ce point de vue qu'un nombre relativement petit d'hommes résolus et bien organisés était capable à un moment donné propice, non seulement de s'emparer du gouvernail de l'Etat, mais aussi, en déployant une grande énergie sans égard à rien, de s'y maintenir assez longtemps pour réussir à entraîner la masse du peuple dans la Révolution et à la grouper autour de la petite troupe directrice. »**

En somme, les blanquistes préparaient toujours la prise du pouvoir. Ils s'organisaient pour cela. Et en général très bien. Cependant, dans une lutte permanente contre l'infiltration de policiers, ils *attendaient* le moment propice, la crise révolutionnaire.

Il est clair que c'est l'inverse de toute conception scientifique du développement de la société. Les marxistes, les léninistes, les staliniens, ne sont pas des observateurs passifs de la société. Ils sont des hommes qui, armés d'une théorie scientifique éprouvée, étudient les forces des classes qui se heurtent, mais surtout ils agissent pour mettre en mouvement la classe ouvrière et les autres classes opprimées, *en vue de transformer la société.* Ils ne sont pas des observateurs « au-dessus de la

mêlée ». Ils n'attendent pas. Ils agissent à chaque instant.

Mais il y a plus. Une fois le pouvoir enlevé, que faut-il faire ? Personne des blanquistes ne le savait. Parce que les blanquistes n'avaient pas la théorie révolutionnaire. Or, « *sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire* ». (Lénine).

Précisément, la prise du pouvoir par le prolétariat de Paris le 18 mars 1871 conduit par les blanquistes (qui avaient la majorité au Comité central de la Garde Nationale) a réussi parce qu'elle constitue la contradiction directe à toute la conception des blanquistes des années 1830 à 1870. L'atmosphère de haine contre le pouvoir d'Etat du gouvernement Thiers-Trochu était créée d'abord par le sabotage évident de la défense de Paris. Amalgamer les 300 000 gardes nationaux avec l'armée régulière de la défense de Paris, c'est-à-dire armer le peuple, « *c'était armer la révolution* », a écrit Marx. Par haine de classe, les gouvernants bourgeois sacrifiaient Paris. D'où le mécontentement profond de la classe ouvrière et de toutes les couches de la population parisienne.

Or, au lendemain même de la capitulation de Paris, brutalement, Thiers et Trochu décident, en même temps, la suppression du moratoire des deux termes de loyer et la suppression du salaire des gardes nationaux, c'est-à-dire de l'indemnité de chômage. Toute la population parisienne est exaspérée.

Dès lors, la tentative de désarmer la Garde Nationale, le 18 mars, se retourne contre Thiers ; chacun comprend qu'il s'agit d'imposer au peuple de Paris une dictature réactionnaire après les souffrances du siège, pour lui faire payer encore plus les frais de la guerre.

C'est donc sur la base des revendications immédiates qui ont créé l'atmosphère de colère, de haine générale contre le gouvernement Thiers, contre sa trahison évidente, et contre sa tentative d'écraser Paris, que les blanquistes sont placés dans le Comité central de la Garde Nationale, à la tête d'un mouvement qui soulève toute la capitale.

Et le coup de force de Thiers est brisé, le pouvoir est enlevé par le peuple, par l'ensemble du peuple, dans un énorme mouvement de masse qui a été créé par l'aggravation voulue de la situation matérielle de la population parisienne et par un coup de force à caractère bonapartiste.

Or, une fois au pouvoir, que font les blanquistes, majorité dans la Commune ? La citation d'Engels donnée plus haut l'indique. Ils ne peuvent pas utiliser l'appareil d'Etat bourgeois comme ils l'avaient prévu ; ils le mettent en pièces et la

Commune « formée de conseillers municipaux élus et révocables à la volonté des électeurs » crée un nouveau pouvoir d'Etat, supprime l'armée permanente et décrète l'armement général du peuple, etc., etc.

Cela démontre que les blanquistes, jusqu'à la Commune, avaient une conception irréalisable de la libération sociale.

Et pourquoi cela ? Parce qu'ils ignoraient la théorie révolutionnaire scientifique, le marxisme, ou n'en avaient pas compris l'importance.

Voilà ce que les socialistes bourgeois se gardent bien de reprocher à Blanqui. Ils falsifient les erreurs fondamentales de Blanqui, tout en dénaturant ses actions magnifiques. C'est qu'ils veulent avant tout cacher ce qui, dans l'étude des faiblesses comme dans celle des plus belles luttes, peut aider au développement ultérieur et actuel du mouvement ouvrier.

Les belles traditions internationalistes du prolétariat français

Les socialistes bourgeois ont d'ailleurs essayé une autre falsification. C'est de vouloir faire de Blanqui un « socialiste français », ou, si on préfère, un « socialiste national », ou encore un « national-socialiste ».

Ils l'ont essayé en particulier à la fin de la guerre de 1914-1918, au moment où l'avant-garde du prolétariat de Paris se tournait résolument vers la Révolution d'Octobre 1917 victorieuse en Russie et lui est restée inébranlablement fidèle.

Même à ces moments, en 1917-1918-1919, où l'on ne connaissait pas encore bien en France le système des Soviets, l'instinct de classe et la finesse politique des ouvriers parisiens reconnaissaient dans la grande Révolution Socialiste en Russie une nouvelle Commune, cette fois victorieuse.

Cette conscience des intérêts internationaux du prolétariat est une des plus belles traditions des ouvriers français en général, et en particulier des ouvriers parisiens.

Grâce aux bolchéviks et à l'Internationale Communiste, dès 1919 la Commune de Paris et tous ses enseignements ont été à nouveau diffusés au sein du prolétariat français.

Or, la Commune fournit des exemples magnifiques d'internationalisme. Le premier ministre du Travail de France a été Léo Frankel, ouvrier hongrois (de l'Internationale), élu membre de la Commune avec le blanquiste Duval par le 13e arrondissement de Paris. De même, le prolétariat de Paris a toujours été fier d'avoir eu parmi les chefs militaires de la Commune

« Dombrowski et Wroblewski, fils héroïques de la Pologne ».

Les social-chauvins de 1919-1920 qui venaient de plonger les travailleurs français dans le bain de sang de la guerre impérialiste, en ont été pour leurs frais : l'exemple prestigieux de la Révolution Socialiste triomphante en Russie, les grands noms de Lénine et de Staline, ont développé à jamais sur des bases indestructibles le grand esprit internationaliste des prolétaires français. Il n'a jamais cessé, depuis, de se manifester, qu'il s'agisse de la protestation de 100 000 d'entre eux dans trois heures de lutte sur les boulevards de Paris le 23 août 1927, lors de l'assassinat de Sacco et Vanzetti à New York, ou encore de la solidarité avec les travailleurs italiens martyrisés par les fascistes.

Ce même esprit internationaliste s'est affirmé avec héroïsme le 22 octobre 1941 au moment de l'exécution des 27 otages de Châteaubriant. Car, face au peloton de fusilleurs S.S., c'est Pierre Timbaud, secrétaire du syndicat des ouvriers métallurgistes de Paris, qui lança en défi aux bourreaux fascistes son dernier cri : « *Vive le Parti Communiste Allemand !* »

Sa plus haute expression, l'attachement sans réserve à la grande Révolution Socialiste d'Octobre 1917, s'est manifestée dès les premiers jours. En 1919, la classe ouvrière française a prouvé par ses actes sa solidarité avec les travailleurs russes au pouvoir, en brisant l'intervention militaire armée des impérialistes français, aidés des social-chauvins, contre la grande Révolution soviétique victorieuse.

Les prolétaires français, et avant tout les prolétaires parisiens, ont fait leur cette appréciation formulée par Engels en octobre 1884 :

> **« La Commune a été le tombeau du vieux socialisme spécifiquement français. Mais elle a été en même temps le berceau du communisme international, nouveau pour la France. »**

★

L'IDEE N'EST RIEN SANS L'ACTION !

Mais il est un exemple en Blanqui que rien ni personne ne peut effacer. Toute sa vie a été une vie de lutte.

Les premières actions

Tout jeune, à 17 ans, en 1822, il fut enthousiasmé par le courage et l'abnégation des quatre jeunes sergents de

La Rochelle condamnés à mort et exécutés pour avoir comploté le rétablissement de la République. Il s'affilie à la société secrète républicaine « La Charbonnerie ». A Paris, comme étudiant, il reçoit en 1827 deux coups de sabre, et en 1829 une balle dans le cou, et c'est sa première arrestation. Sa vie commence ainsi. Elle va être tout entière dominée par sa devise : « *L'idée n'est rien sans l'action.* »

Et cette action, répétons-le, est une action de classe.

Le 27 juillet 1830, il est dans la rue, fusil au poing. Il est déçu : avec le nouveau pouvoir royal constitutionnel, la Haute-Banque escroque sa victoire au peuple.

Blanqui s'est battu au côté des ouvriers qui voulaient non seulement balayer le pouvoir absolu de Charles X, mais établir la République. Il se remet à préparer l'action révolutionnaire. Il fonde la société républicaine « Les Amis du Peuple ».

Il est arrêté à nouveau en février 1831. Cette fois, il passe en Cour d'assises en 1832.

En 1836, nouvelle arrestation pour ce qu'on appelle « l'affaire des poudres de la rue de Lourcine » et pour ses liaisons avec l'organisation clandestine révolutionnaire « la Société des Familles ».

En 1839, il est un des dirigeants et des organisateurs de la nouvelle organisation clandestine : « la Société des Saisons », magnifiquement montée.

Avec elle, il prend les armes. Ce fut sa première condamnation à mort, commuée en détention perpétuelle. Il est jeté à l'enfer du Mont-Saint-Michel. Staube s'y suicide, Austen y devient fou !

La révolution de février 1848 le libère. Il fonde aussitôt à Paris la « Société Républicaine Centrale ». On voit donc qu'il a toujours été un organisateur et un organisateur remarquable.

Le prolétariat frustré de sa victoire

Le 15 mai 1848, le peuple de Paris en armes envahit l'Assemblée Nationale Constituante aux cris de « *Vive la Pologne !* ». Le peuple exige que Blanqui monte à la tribune. Il y dénonce d'abord la réaction tsariste, prussienne et autrichienne qui vient d'écraser la Pologne. Et aussitôt il demande justice contre les autorités qui, à Rouen, ont fait tirer sur les ouvriers affamés. Le voilà évoquant la misère et le chômage qui s'aggravent à Paris. « *Les ouvriers ont mis trois mois de souffrances au service de la République,* dit-il. *Or, l'échéance des derniers jours va bientôt venir.* »

C'est le tumulte. Huber déclare dissoute la Constituante. Mais la foule évacue la salle des séances. Les forces militaires bourgeoises rétablissent l'assemblée...

Blanqui repasse à la clandestinité. Un mandat d'arrêt a été déjà signé contre lui le 22 avril. Il est arrêté le 26 mai et enfermé au fort de Vincennes.

La Haute-Cour de Bourges, en mars-avril 1849, le condamne à 10 ans de détention. Il est jeté au pénitencier de Belle-Isle-en-Mer. Après son évasion manquée, il sera transféré 7 ans après à la prison de Corte (Corse).

Libéré le 2 avril 1859, Blanqui est astreint à la résidence forcée à Mascara (Algérie). Amnistié, il rentre à Paris. L'atmosphère de 1848 y a disparu. C'est la « prospérité » du capital, protégée par la dictature policière bonapartiste. Et le voilà qui recommence la lutte contre le pouvoir d'Etat du petit Bonaparte.

Il crée une vaste organisation clandestine révolutionnaire. Arrêté en 1861, condamné à 4 ans de prison, il s'évade en 1865, passe en Belgique, puis en Suisse.

En 1869, il est de nouveau à Paris. Malgré la dictature policière du Second Empire, il crée une bonne organisation clandestine populaire et ouvrière ; elle est l'animatrice de la lutte contre le pouvoir personnel. Le 12 janvier 1870, aux obsèques de Victor Noir, journaliste assassiné par un prince impérial, les blanquistes sont dans l'énorme manifestation de 100 000 Parisiens. Ils sont organisés, armés, prêts à la prise du pouvoir si l'occasion s'en présente... Il faudra attendre...

Et c'est le 18 juillet 1870, la guerre avec la Prusse. Au lendemain de Sedan, les blanquistes, avec les sections de la 1re Internationale, entraînent les ouvriers à la révolution du 4 septembre 1870 et renversent Napoléon-le-Petit.

A la veille de la Commune

Mais le gouvernement des Thiers et des Trochu trahit. La capitulation de Metz, connue en même temps que la perte du Bourget, donne aux blanquistes l'occasion de la tentative du 31 octobre 1870 qui vise à s'emparer du pouvoir. A la nouvelle de la reddition de Bazaine, l'Hôtel de Ville, siège du gouvernement provisoire, est enlevé. Blanqui arrive sur place. Déjà il signe les ordres aux commandants des forts de se tenir prêts à repousser une attaque des troupes de Bismarck. Des bataillons bourgeois de la Garde Nationale, et surtout les Mobiles,

réussissent à reprendre l'Hôtel de Ville. Une fois de plus, Blanqui passe à l'illégalité. Traqué nuit et jour par la police du gouvernement de « démission nationale », malade, il part en province.

Thiers ne l'oublie pas : le 9 mars 1871, le 4e Conseil de guerre condamne à mort Blanqui par contumace, alors que, dans les deux sessions antérieures, il a acquitté les autres participants au 31 octobre.

Le 17 mars 1871 au soir, il est arrêté à Loulié près de Figeac, dans le Lot. Il est enfermé aussitôt au secret à la prison de Cahors.

Dans la même nuit, le 18 mars, à 4 heures du matin, les troupes et la police essaient de s'emparer des canons de la Garde Nationale à Paris. Le 88e d'Infanterie fraternise à Montmartre, les troupes passent au peuple en armes et c'est la Commune !

Mais l'arrestation de Blanqui, la veille de la tentative manquée de Thiers, constitue bien la preuve du coup monté.

Arraché à la mort

Cette fois Thiers le tient ; il ne le lâchera plus. Blanqui est transféré au fort du Taureau, au large de Morlaix. La garde militaire, avec pièces d'artillerie, surveille nuit et jour ce vieillard déjà épuisé et l'empêche même de dormir pour l'achever. En 1873, à l'âge de 66 ans, il sera jugé par le 4e Conseil de guerre de Versailles, condamné à la détention perpétuelle dans une enceinte fortifiée, et le voilà enfermé dans les cellules de mort-vivant de Clairvaux...

Le 30 mai 1877, il écrit à sa sœur, Mme Antoine :

« Mon état ne s'améliore pas. Il m'est impossible de manger, non plus que de dormir. Des étouffements toutes les nuits, avec des tumultes du cœur intolérables. Le poumon engoué, le sang ne passe pas. Tout cela est en déroute. Je ne prends qu'un peu de riz avec du lait. »

En juillet, il est à bout de forces.

Déjà, des journaux de Paris annoncent sa mort. Elle est attendue de jour en jour par le directeur de Clairvaux. Le 4 juillet, celui-ci rend compte au ministre que la mort de Blanqui peut survenir d'un moment à l'autre. Le directeur n'oublie pas de préparer son avancement : il suggère de prévenir toute manifestation dans le transfert du corps à Paris ou dans les Alpes-Maritimes ; il demande donc de refuser de remettre le corps de

Blanqui à sa famille et d'être autorisé à l'inhumer à l'intérieur des murs de la grande prison.

Le préfet de l'Aube appuie la demande du directeur.

Mais le vieux révolutionnaire résiste ; il travaille, il étudie, et, dans un effort surhumain de volonté, il fait reculer la mort !

C'est alors que, six ans après les massacres de mai, un mot d'ordre commence à courir dans les milieux ouvriers de Paris : il faut faire libérer Blanqui.

La campagne commence, elle s'étend. En 1878, Marseille lance l'idée d'une candidature Blanqui. Le 16 mai, un groupe d'étudiants et d'ouvriers du VI[e] arrondissement de Paris, de cette rive gauche où il a tant lutté, décide de présenter l'Enfermé comme candidat. Les réunions se multiplient, en particulier à Belleville et dans le XI[e]. Lyon reprend l'idée de la candidature dans le faubourg de Vaise. Blanqui, inéligible, est élu triomphalement député à Bordeaux.

L'idée d'une possibilité de sortir de la détention perpétuelle, donc de reprendre la lutte, ranime le vieillard. Son élection à Bordeaux est annulée, mais le mouvement de masse se lève, si puissant que, le 10 juin 1879, au lendemain du vote de l'amnistie aux Communards, Blanqui est gracié.

Le voilà qui, de nouveau, parcourt la France du nord au sud, et surtout Paris. Il accepte toutes les demandes de réunions qui lui sont faites. Sa voix s'entend à peine, tant il est affaibli. Et cependant, il court Paris, sa banlieue et la province, comme s'il voulait se hâter de rattraper en quelques jours l'activité que 37 années de bagne et de prison lui ont interdite.

Il habite Paris, dans un hôtel au 42, boulevard d'Italie (1), avec son vieux camarade Granger. Le 24 décembre 1880, il parle dans le XIII[e], salle Arnault, au boulevard de la Gare ; le 27, à Grenelle, dans le XV[e]. A peine remonté dans son logement, il s'écroule tout d'une pièce ; il ne reprend pas connaissance, il meurt le 1[er] janvier 1881, âgé de 76 ans.

Le 5 janvier, du boulevard d'Italie au Père-Lachaise, 100 000 travailleurs et étudiants escortent l'Enfermé dans un moment d'émotion inoubliable. La police et les troupes de Paris sont en état d'alerte !

Ainsi, de la première à la dernière minute de sa vie, Blanqui est toujours resté l'homme d'action.

Lorsqu'il est emprisonné, même dans l'isolement du Mont-Saint-Michel ou du Fort du Taureau, il observe les pêcheurs, les gens de la côte. Par les quelques liaisons qu'il peut avoir

(1) Aujourd'hui : boulevard Auguste-Blanqui.

— sa sœur, un avocat — il suit les événements sur des morceaux de journaux et il organise l'action. Chaque fois qu'il peut, il écrit, il conseille, il donne des détails pratiques. Il ne vit que pour l'action. Il est véritablement le lutteur, le symbole de ce prolétariat qui se forme, qui a tenu le pouvoir pendant les 72 jours de la Commune et qui ne cédera jamais.

Un chef des temps d'orage !

Ainsi, Blanqui possédait la première qualité des communistes.

Car les marxistes se fixent comme but, non pas d'observer le monde, mais de le transformer.

Cette pensée de Marx et d'Engels, de Lénine et de Staline, paraît élémentaire. Et cependant, c'est la plus difficile à mettre en pratique. Car, bien souvent, la volonté d'action, quand elle existe, ne sait pas s'exprimer.

Critiquer l'appareil d'Etat bourgeois et ceux qui le servent, est relativement aisé. Observer et dénoncer les turpitudes du régime l'est aussi. Mais quand il s'agit d'agir pour faire reculer les forces d'exploitation et d'oppression, il n'en est pas de même.

N'appelle-t-on pas parfois « action » la simple distribution de tracts, qui ne sont qu'un moyen de propagande et de préparation à l'action ?

Marx sur Blanqui

Ce qui a manqué à Blanqui et à presque tous les blanquistes, c'est la théorie scientifique du développement de la société, le marxisme, considéré non pas comme un dogme plus ou moins bien répété, mais comme un guide pour l'action.

C'est cela qui fut la faiblesse essentielle de Blanqui, c'est cela qui causa ses échecs, c'est cela qui manqua à la Commune. Le fait qu'elle s'arrêta devant le seuil sacro-saint, devant le dieu des dieux, la Banque de France, l'indique bien.

Mais il n'est pas possible d'oublier l'appréciation de Marx sur Blanqui, son contemporain, dont il connaissait cependant bien cette faiblesse.

Dans sa lettre au docteur Watteau, le 10 novembre 1861, Marx écrivait sur Blanqui :

> **« Soyez sûr que personne ne puisse être plus intéressé que moi-même dans le sort d'un homme que j'ai toujours considéré comme** la tête et le cœur du parti prolétaire en France. »

Le 30 mai 1871, c'est-à-dire deux jours après la fin de la Semaine sanglante, Marx écrivait dans son ouvrage *La guerre civile en France* : « *Blanqui fut la tête qui manqua à la Commune.* »

Le 12 juin 1879, c'est-à-dire à la sortie de Blanqui de Clairvaux, Marx lui fait écrire par Lafargue :

> « **Vous émergez à la surface au moment où nous avons le plus besoin** d'un homme pour constituer le parti prolétaire **et le lancer à la conquête du pouvoir politique.** »

C'est dans la suite de cette lettre que Lafargue souligne ce qui a été publié plus haut :

> « **Déjà, dès avant 1848, tandis qu'on était encore plongé dans les rêves utopiques des premiers communistes, vous avez eu l'honneur de proclamer la lutte des classes ; aujourd'hui la lutte est engagée** d'une **manière terrible et de nouveau** vous apparaissez pour nous servir de porte-drapeau. »

Par conséquent, en dépit de sa critique juste sur Blanqui et les blanquistes, Marx considère comme décisives les qualités d'homme d'action et d'organisateur remarquables de Blanqui. Il lui manque encore la théorie scientifique du développement de la société ; en lui faisant écrire par Lafargue, Marx espère la donner à Blanqui et aux blanquistes.

D'ailleurs, la première tâche que Lafargue formule dans sa lettre de 1879 — sous l'inspiration de Marx — est de *constituer le parti prolétaire*, le parti qui manqua à la Commune.

Dans cette première tâche que Paul Lafargue fixait et qu'il devait réaliser deux ans plus tard avec Jules Guesde en fondant le Parti Ouvrier Français, apparaît la correction à ce qui manquait à Blanqui, c'est-à-dire *l'organisation des travailleurs en parti de classe, fécondé par la science marxiste.*

Ainsi, l'appréciation de Marx, 18 mois avant la mort de Blanqui, détruit immédiatement toutes les calomnies et toutes les falsifications des opportunistes du parti socialiste.

L'appréciation de Joseph Staline

S'il était besoin d'une conclusion générale à l'œuvre de Blanqui, on ne peut mieux la trouver que dans l'appréciation de Joseph Staline, dirigeant génial de la grande Révolution socialiste soviétique victorieuse, en marche vers le communisme, et guide des communistes, des exploités et des opprimés du monde entier.

> « **L'histoire connaît des chefs prolétariens, des chefs des temps d'orage, des chefs praticiens, pleins d'abnégation et d'audace, mais faibles en théorie. Les masses n'oublient pas de sitôt les noms de ces chefs. Tels, par exemple, Lassalle en Allemagne, Blanqui en France. Mais le mouvement dans son ensemble ne peut vivre uniquement de souvenirs : il lui faut un objectif clair (un programme), une ligne ferme (une tactique).**
>
> « **Il est aussi des chefs d'un autre genre, des chefs du temps de paix, forts en théorie, mais faibles en matière d'organisation et de travail pratique. Ces chefs ne sont populaires que parmi les couches supérieures du prolétariat et cela jusqu'à un certain moment. Avec l'avènement d'une époque révolutionnaire, où l'on demande aux chefs des mots d'ordre révolutionnaires pratiques, les théoriciens, faisant place à des hommes nouveaux, quittent la scène. Tels, par exemple, Plékhanov en Russie, Kautsky en Allemagne.**
>
> « **Pour se maintenir au poste de chef de la révolution prolétarienne et du Parti du prolétariat, il faut allier en soi la force de la théorie et l'expérience pratique de l'organisation du mouvement prolétarien.** » (Joseph Staline, 23 avril 1920, « **Lénine, organisateur et chef du Parti communiste de Russie.** »)

Notre tâche

Ainsi se dégage la grande tâche de la « Société des Amis de Blanqui ».

Elle sera de faire connaître ce chef des temps d'orage, ce lutteur prestigieux, avec sa conception juste de la lutte de classe nécessaire et de sa conséquence, la lutte acharnée contre l'Etat bourgeois, instrument de la dictature capitaliste sur les prolétaires.

Elle sera de balayer les falsifications et les calomnies des dirigeants traîtres au socialisme du parti dit socialiste, devenus des ministres sanglants d'un gouvernement aux ordres des capitalistes les plus féroces et les plus implacables du monde entier, les rois du dollar.

Elle sera de faire connaître les erreurs et la cause des échecs de Blanqui pour que notre classe ouvrière et surtout notre jeunesse prolétarienne puisent, dans l'étude vivante des expériences du passé, des leçons pour les luttes à venir.

Elle sera enfin de faire connaître le grand exemple d'un homme qui n'a jamais cédé, à une époque où les forces ouvrières et populaires étaient si faibles.

Par cette éducation nécessaire, nous resterons fidèles à l'esprit du fondateur du premier parti marxiste en France, le Parti Ouvrier Français de Jules Guesde et de Paul Lafargue, quand ce dernier écrivait dans le journal de Blanqui, *La Rive Gauche* du 1er juillet 1866 : « *C'est lui qui nous a transformés.* »

Nous resterons fidèles à l'esprit de Paul Lafargue, écrivant de Londres, le 22 avril 1866 :

> **« C'est parce que j'ai pu contempler de près ce terrible lutteur que trente années de prison n'ont pas encore abattu, et dont le cœur et l'esprit sont remplis de l'amour le plus pur de la révolution, que je sens mon ardeur augmenter pour elle, et que je suis décidé à la servir toute ma vie et par tous les moyens. »**

Voilà ce qu'il faudra faire savoir. A l'heure où des millions d'hommes ne connaissent déjà plus l'esclavage du capitalisme, à l'heure où de Prague à Changhaï huit cents millions d'êtres humains sont libres et créent une vie nouvelle, tandis que le drapeau rouge des travailleurs, qui fut celui de Blanqui, flotte victorieusement sur l'immense territoire soviétique, qui donc pourrait hésiter dans la lutte nécessaire ?

Alors que Blanqui, avec une poignée d'hommes, n'a jamais reculé, alors que Blanqui, l'Enfermé, l'éternel enfermé, n'a jamais fléchi, qui donc pourrait éprouver un seul moment de doute aujourd'hui où notre puissante classe ouvrière a tellement appris dans les terribles expériences de ces quinze dernières années, et possède ce qui manqua à Blanqui, le grand Parti ouvrier d'un type nouveau, le Parti Communiste Français, le premier Parti politique de France ? (1)

Ainsi, la grande figure d'Auguste Blanqui, avec ses brillantes qualités et aussi avec ses erreurs, doit nous aider puissamment à développer l'action de masse des ouvriers, des travailleurs, pour le pain et pour la paix, pour en finir avec le régime capitaliste de boue et de sang et marcher à notre tour vers le socialisme.

BIBLIOGRAPHIE

Marx et Engels : Manifeste du Parti Communiste (1847).
Marx : Les luttes de classes en France (1848-1850).
Marx : La guerre civile en France (1871).
Lénine : L'Etat et la Révolution.
Lénine vu par Staline.
G. Geoffroy : L'Enfermé.
Lissagaray : Histoire de la Commune de 1871.

(1) L'expression : « Le PCF, 1er parti politique de France » est à rapprocher de celle utilisée par M. Thorez : « PCF, parti de gouvernement ».

Elle fut violemment critiquée par Andreï Jdanov en 1947, car un Parti Marxiste-Léniniste ne peut jamais être le 1er parti qu'en régime socialiste.

Une telle expression ne pouvait se définir qu'en fonction d'alliances électorales. (Note de l'Editeur.)

« L'Enfermé »

L'HUMANITÉ rouge

Journal communiste pour l'application en France du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsetoung

Abonnements
3 mois 10 F - 6 mois 20 F
1 an 40 F

PRIX : 1 F

Boîte postale 134 - Paris 20e
C.C.P. Humanité rouge
n° 3022672 La Source

Nous a permis de reproduire en couverture de cette brochure l'affiche réalisée par lui pour le Centenaire de la Commune de Paris (H.R. 3e année n° 97).
Nous remercions ce Journal de nous avoir permis de l'utiliser.

Achevé d'imprimer le 15 avril 1971
par les Nouvelles Presses Parisiennes
56, rue des Haies - Paris (20e)

N° d'édition : 71 A 1334
Dépôt légal : 2e trimestre

ÉDITIONS DU CENTENAIRE DE LA COMMUNE DE PARIS
B.P. 126 - PARIS-20e